



Déclaration liminaire au CSA de la région académique Nouvelle-Aquitaine du 09/12/2025

Monsieur le Recteur de région académique,
Madame la Rectrice de l'académie de Limoges,
Monsieur le Recteur de l'académie de Poitiers
Mesdames, Messieurs les membres du CSA RANA

La FSU tient à souligner l'état de colère des professions que nous représentons devant le peu de cas qui est fait de la formation de nos jeunes, des conditions de travail et de rémunérations qui sont les nôtres.

Non, nous ne sommes pas prêt·es à « perdre nos enfants » ni les jeunes qui nous sont confié·es. Ce discours belliciste est insupportable, surtout accompagné d'une priorisation du budget de la défense au détriment, encore, du budget de l'éducation nationale. Pour la première fois le budget de la défense serait le premier budget de l'État, celui de l'Éducation nationale et l'enseignement supérieur passant en seconde position. Pour la FSU l'éducation est la voie royale d'émancipation de la jeunesse et la condition fondamentale de construction de la paix dans le monde. En aucun cas nous ne saurions encourager chez nos élèves « l'envie de servir » comme nous y incite le Président Macron.

Le SNU a couté plus que de raison pour des résultats que les enquêtes institutionnelles elles-mêmes montrent du doigt. Il est temps de mettre un coup de frein sérieux aux dispositifs classes défense et autres et de réinvestir sincèrement dans la formation de nos jeunes, y compris culturelle.

La baisse démographique qui s'annonce dans notre région et dont témoignent les prévisions d'effectifs qui nous sont présentées doit être l'occasion de cet investissement renforcé dans l'éducation, dans la formation, et non de supprimer des postes pour répondre à des impératifs budgétaires alors que de nombreux indicateurs témoignent du mal être de la jeunesse. A cet égard, le vote par le Sénat du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite est une véritable provocation. Si certains territoires semblent manquer d'« ambition scolaire », donnons enfin à l'école les moyens de lutter contre les inégalités par le maintien des postes, un meilleur encadrement, un accompagnement à hauteur des besoins par des AESH sorties de la précarité grâce à un statut de fonctionnaire de catégorie B, un renforcement des politiques sociales.

Nous souscrivons à l'idée que la carte des formations professionnelles gagnera à être travaillée en pluriannualité pour une meilleure visibilité, même si cette pluriannualité est un défi. Nous espérons que la concertation avec les établissements sera plus développée. Nos collègues qui voient une formation fermer ou une capacité d'accueil réduire sans que leurs arguments semblent entendus, celles et ceux qui ont travaillé sur des projets qui ne sont pas retenus, ont un sentiment d'injustice et d'écoeurement.

La carte proposée cette année est une nouvelle fois inquiétante. Les 189 places supplémentaires en bac professionnel à l'échelle de la région académique sont dérisoires, surtout si l'on fait le constat que 124 sont liées au BNMA et ne représentent pas de places supplémentaires pour nos jeunes mais seulement un transfert. Que dire du solde négatif en CAP, voie nécessaire à nos élèves de SEGPA, à beaucoup d'élèves scolarisé·es en ULIS, du solde négatif en BTS alors que les effectifs dans le post bac vont continuer à augmenter pendant quelques années encore ?

Dans un contexte de population vieillissante, d'un territoire national et régional dans lequel les actifs et actives sont en diminution, il est urgent de revaloriser les agent·es de la fonction publique, de cesser les mesures de rétorsion à leur encontre en matière de santé, pour redonner de l'attractivité à des métiers essentiels, en particulier dans l'éducation, au risque de voir se développer des déserts éducatifs, privés de personnels titulaires à la formation solide, ce qui accentuerait encore des inégalités territoriales déjà criantes.